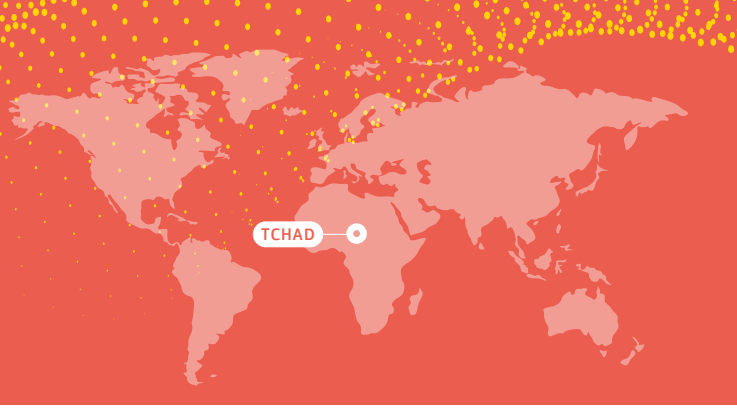
Global Gateway

Profil pays sur la nutrition
05/2024



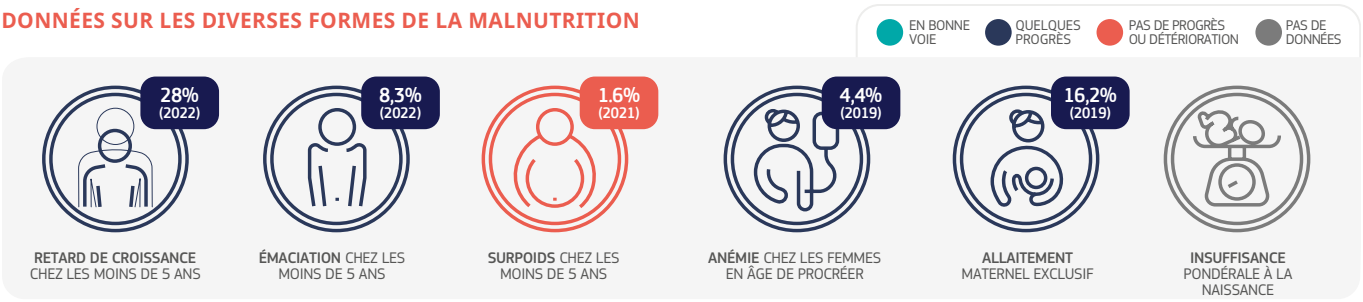
TCHAD

Situation nutritionnelle au Tchad

EN RÉSUMÉ

La population du Tchad était estimée à 18,3 millions en 2023 et devrait atteindre 22,1 millions en 2030[1]. Avec environ 30 % des enfants de moins de cinq ans affectés par un retard de croissance, et plus d'un million souffrants de malnutrition aigüe, le Tchad fait face à une situation nutritionnelle critique. Du fait notamment d'une croissance démographique soutenue, le nombre d'enfants en situation de malnutrition augmente. Les carences en micronutriments sont également un sérieux problème de santé publique. La sous-nutrition chez l'enfant compromet les perspectives de développement du pays et coûte à l'économie nationale près de 9,5 % du PIB[2]. Les causes de la malnutrition au Tchad sont multiples et incluent la faiblesse des services de base, notamment de santé, et à une insécurité alimentaire persistante. Le cadre harmonisé[3] prévoit qu'en août 2024 plus de 2,6 millions de personnes seront en situation de crise alimentaire (IPC 3+). Les inégalités de genre pèsent également lourdement sur les indicateurs de nutrition, le Tchad étant au 163ème rang sur 166 en termes d'indice d'inégalité de genre (classement 2022).

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

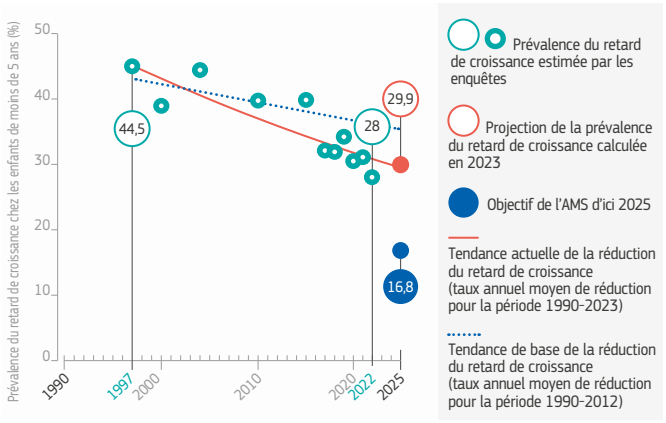
GOUVERNANCE NUTRITIONNELLE

- Le Tchad a rejoint le mouvement SUN en 2013. L'UE assure la présidence du groupe des donateurs de ce mouvement au Tchad et appuie le gouvernement dans l'atteinte de ses objectifs.
- Le secteur est régi par la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (2014-2025), le Plan d'action intersectoriel pour la nutrition et l'alimentation, et la Feuille de route nationale sur les systèmes alimentaires (2022-2030). Le gouvernement s'est engagé à réduire la prévalence du retard de croissance de 49 % en 2010 à 20 % en 2025.
- Au niveau national, un Conseil National de Nutrition et d'Alimentation a été mis en place et des Conseils Provinciaux pour l'Alimentation et la Nutrition se mettent progressivement en place. En 2020, 15 provinces en étaient pourvues.
- Depuis 1994, la fortification du sel en iode est obligatoire.
- Depuis 2019, il existe une loi sur la règlementation de la commercialisation, la distribution et l'utilisation des substituts du lait maternel et des aliments de complément pour nourrissons et jeunes enfants.
- En 2021, des arrêtés sur la fortification en vitamine B et en fer des farines de blé et de maïs et sur l'enrichissement des huiles végétales en vitamine A sont pris et un guide sur l'utilisation de micronutriments est adopté.

Exemple de soutien de l'UE

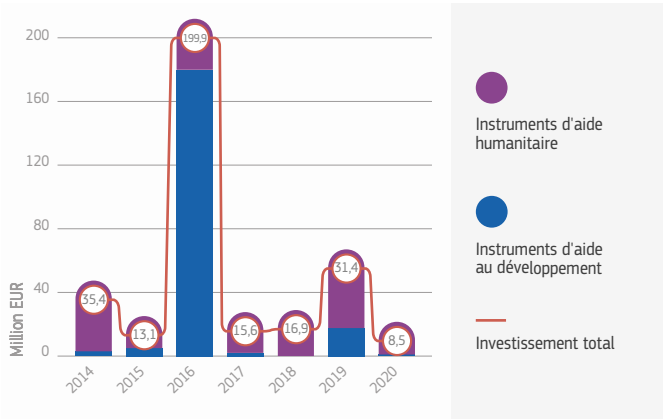
Le programme «Sécurité alimentaire et nutritionnelle», financé par l'UE à hauteur de 157 million d'euros, vise à promouvoir le développement socio-économique du pays via la réduction de la malnutrition et notamment celle du retard de croissance chez les enfants. Le programme a adopté une approche multisectorielle impliquant quatre ministères dans la mise en œuvre des composantes suivantes: 1) Accessibilité et mobilité rurale; 2) Sécurité alimentaire; 3) Eau, assainissement, hygiène; 3) Santé-nutrition et 4) Gouvernance sectorielle. La composante Santé-nutrition, dotée à elle seule d'un budget de 32,5 millions d'euros, a été mise en œuvre par différentes ONG et a permis de renforcer le système de santé de base, en permettant notamment l'intégration d'actions essentielles de nutrition dans le paquet minimum d'activités délivré au sein des centres de santé.

Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE.

La prévalence du retard de croissance a diminué lentement depuis le milieu des années 1990, mais le nombre d'enfants affectés par le retard de croissance est en augmentation en raison de la croissance démographique. Le taux de diminution du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance est passé de 39,80 % en 2015 à 35 % en 2020. À ce rythme, le pays n'atteindra pas l'objectif fixé par la politique nationale de nutrition de réduire la prévalence du retard de croissance à 17,7 % en 2025. Environ un million d'enfants devraient être affectés par le retard de croissance en 2025.



ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020 – UN TOTAL DE 321 MILLIONS D'EUROS

L'UE a investi 321 millions d'euros dans la nutrition au Tchad entre 2014 et 2020, et 50,4 millions en 2021. Les plus gros investissements ont été réalisés à travers des programmes multisectoriels de renforcement de la résilience, tel que le programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle-SAN impliquant 4 ministères clés (santé, agriculture, eau et assainissement et infrastructures). L'indicateur de Diversité alimentaire minimale-Femmes (En anglais: MDD-W) sera intégré au programme SAN par les ONG qui appuient sa mise en œuvre. Entre 2021-2022, 66,4 millions d'euros ont été alloués à la nutrition, dont 54 millions au Programme de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires (P2RSA) pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'UE a notamment appuyé la prise en charge de la malnutrition aiguë dans le cadre des actions humanitaires, ainsi que la production et la transformation locale d'aliments fortifiés (PROFORT et AFORT)[4].

Planification pour la nutrition 2021-2027

En réponse aux défis de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition chronique qui sévissent dans le pays, le gouvernement Tchadien a pris plusieurs engagements pertinents en matière de nutrition durant le sommet N4G de 2021 en Tokyo, notamment celui de réduire la prévalence de l'émaciation en dessous de 5% (c.f. N4G Compact). En outre, les autorités nationales ont rédigé dans le cadre du sommet UNFSS tenu en 2021 une feuille de route nationale qui vise à renforcer la durabilité des systèmes alimentaires à l'horizon 2030.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. La lutte contre la malnutrition au Tchad repose sur une stratégie intégrant réponses d'urgence aux crises nutritionnelles et actions de plus long terme permettant de développer l'accès des populations aux services relatifs à la nutrition. Cette vision implique le déploiement d'interventions multisectorielles intégrant les ministères concernés ainsi que les collectivités locales.

C'est dans cette logique qu'a été développé le Programme Indicatif Multi-annuel de l'UE au Tchad (PIM) 2021-2027 et les initiatives Equipe Europe qui visent à améliorer les synergies entre les programmes financés par l'UE et ses États Membres.

Les interventions prévues par l'UE dans le cadre du deuxième domaine prioritaire du PIM intitulé «Développement humain inclusif» visent à améliorer l'accès aux services de base relatifs à la nutrition. Ceci implique le développement d'infrastructures d'eau et d'assainissement afin de réduire la prévalence des maladies diarrhéiques qui sont fortement associées à la malnutrition chez les enfants. Les initiatives communautaires de prévention et de traitement de la malnutrition seront également soutenues, et dans ce cadre les femmes seront sensibilisées aux enjeux de la planification familiale. Des efforts de ciblage permettront d'intégrer à ces activités les communautés nomades (ex. éleveurs) et les personnes déplacées. De plus, l'UE entend soutenir les mécanismes nationaux de transferts sociaux afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés les plus vulnérables. Ces actions seront mises en œuvre en coordination avec les interventions des acteurs humanitaires et intègreront des appuis à la gestion pacifique des conflits. De manière aussi pertinente, des appuis aux systèmes d'éducation et de formation professionnelle sont prévus afin notamment de faciliter l'intégration des filles et des femmes sur le marché du travail et ainsi de casser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition qui les affecte.

1 - UN Department of Social and Economic Affairs, World Population Prospects 2022, données estimées de juillet 2023

2 - Donnée PAM

3 - HNO 2022

4 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.